



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
23 septembre 2010
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-septième session

Genève, 15-28 septembre 2010

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Débat de haut niveau: Vers un redressement durable

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-septième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 15 au 28 septembre 2010

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Résumé du Président	2
Débat de haut niveau: Vers un redressement durable	2

II. Résumé du Président

Débat de haut niveau: Vers un redressement durable

1. Le Conseil a tenu un débat de fond avec un groupe d'experts et de représentants gouvernementaux de haut niveau pour examiner les expériences vécues aux niveaux national et international, face à la crise financière et économique, ainsi que l'efficacité des politiques mises en place pour contribuer à soutenir la demande et à éviter l'effondrement total du système financier. La majorité des participants sont convenus que les signes actuels de reprise économique demeuraient fragiles et inégaux, et que le scénario à plus long terme était incertain. Beaucoup de problèmes et de déséquilibres à long terme n'avaient toujours pas été résorbés de manière appropriée. Le taux de chômage était plus élevé que jamais, faisant augmenter les niveaux de pauvreté, l'inégalité et la détresse sociale et nuisant aux perspectives de croissance et de redressement à plus long terme.

2. La nécessité de stimuler la demande intérieure et de créer un processus plus dynamique, qui soutiendrait et renforcerait la croissance, a été largement reconnue. Les représentants ont discuté des effets destructeurs de la politique du «chacun pour soi» sur les salaires ou les taux de change, dans un monde intégré et interdépendant.

3. Les débats ont surtout porté sur le calendrier et les modalités des mesures – quand les pays pourraient commencer en toute sécurité à mettre fin aux mesures de relance et comment ils devraient procéder. Les discussions ont fait apparaître de larges désaccords concernant les stratégies de sortie, en particulier la question d'un calendrier approprié. De nombreux pays, notamment des pays développés, se sont dits préoccupés par leur capacité d'emprunt et par la pérennité d'une relance et d'une croissance alimentées par des mesures budgétaires. L'expérience de la Grèce a fait l'objet d'une discussion approfondie – le coût du service de la dette et des conditions d'emprunt onéreuses limitaient la capacité du Gouvernement grec à relancer l'économie, et d'énormes réductions de dépenses avaient été faites pour tenter de juguler la crise.

4. D'autres participants ont affirmé que ce n'était pas le moment de retirer les mesures prises, ayant tiré certains enseignements du passé. L'expérience japonaise des vingt dernières années illustre en particulier les écueils qui guettaient l'économie mondiale. La déflation représentait maintenant une menace plus grave que l'inflation et, à moins que le problème ne soit corrigé de manière appropriée, l'impact des ajustements structurels en cours pourrait conduire à une spirale déflationniste. Les représentants ont été avisés que les tentatives faites par le Japon pour réduire prématurément, en 1997, ses mesures de relance budgétaire avaient précipité la récession. Un scénario similaire se dessinait pour les États-Unis, l'Europe et la Chine si ces mesures étaient supprimées trop rapidement.

5. Les représentants se sont fait dire que le monde ne subissait pas une «récession ordinaire» mais bien une «récession de bilan», le passif excédant la valeur marchande de l'actif. Les emprunts contractés à des taux excessifs pour certains actifs devaient maintenant être remboursés à partir des flux de trésorerie limités dont disposaient encore les entreprises et les ménages. Cette situation avait presque ruiné les ménages et les entreprises, qui ne pouvaient guère compter, voire pas du tout, sur de nouveaux investissements ou sur une hausse de la consommation, entraînant ainsi une nouvelle contraction de l'économie. En pareil cas, même les taux d'intérêt nuls ne suffisaient pas à relancer l'économie, et les gouvernements devraient intervenir pour compenser l'absence de demande du secteur privé et limiter le taux d'épargne élevé de ce même secteur. Les pouvoirs publics devaient continuer à jouer ce rôle de soutien jusqu'à ce que le bilan du secteur privé se redresse, à savoir lorsque le passif sera inférieur ou égal à l'actif.

6. Plusieurs représentants ont souligné qu'il fallait placer la situation sous le signe de l'urgence et de la responsabilité, étant donné la hausse constante du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les personnes les plus vulnérables étaient les plus durement touchées, ce qui pourrait compromettre la cohésion sociale et la démocratie. D'autres ont dit craindre que les efforts de coordination déployés au sein du G-20, si précieux au début de la crise, semblaient maintenant s'essouffler, même si l'harmonisation des politiques à laquelle il fallait procéder pour supprimer les mesures de relance s'avérait aussi primordiale maintenant qu'au moment de l'adoption de ces mesures. L'Union européenne ne partageait pas cette opinion.

7. De nombreux représentants et intervenants ont mentionné le rôle que pourrait jouer l'intégration régionale. Certains ont souligné les avantages que les petits pays pauvres pourraient retirer s'ils parvenaient à trouver des marchés et des investisseurs régionaux lorsque les ressources intérieures venaient à manquer. L'Union européenne n'était pas d'accord avec les mesures proposées concernant un régime de change géré au niveau international et fondé sur les taux de change réels, tel que mentionné dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2010*, alors que d'autres intervenants ont noté que des mécanismes comme l'euro pourraient contribuer à atténuer les fluctuations des taux de change que subissent actuellement de nombreux pays en développement. Un autre intervenant a mentionné que les pays qui n'étaient pas membres d'institutions financières régionales pouvaient uniquement recourir aux politiques commerciales, et non à d'autres mécanismes, pour stabiliser leur économie en temps de crise.

8. Nombre d'intervenants ont souligné la nécessité d'adopter un modèle économique entièrement nouveau, appelant de leurs vœux des modes de développement novateurs, plus solides et plus stables, un «nouveau logiciel» permettant de pallier les déséquilibres fondamentaux de l'économie mondiale. Tout nouveau modèle de développement devait s'attacher à résoudre des problèmes essentiels concernant: a) la spéculation et l'instabilité des prix sur les marchés des produits de base et les marchés agricoles; b) l'aggravation de l'inégalité et de la pauvreté; et c) la préservation de l'environnement. Selon certains représentants, les défis liés aux changements climatiques exigeaient la prise de mesures qui ne se limiteraient pas à des technologies environnementales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre; il faudrait également établir un nouveau modèle énergétique que tous les pays du monde pourraient adopter – les pays en développement tout comme les pays développés. Dans le cas contraire, beaucoup de pays seraient paralysés par l'absence d'une énergie abordable, ce qui engendrerait des tensions sociales, accroîtrait les coûts socioéconomiques des mesures correctives et, par le fait même, aurait des effets sur le reste du monde.

9. De nombreux intervenants ont mentionné la pertinence et le caractère opportun de l'analyse faite dans le *Rapport sur le commerce et le développement* concernant la crise et les réponses à y apporter. Certains représentants ont invité la CNUCED à se montrer plus critique et plus directive, pour sensibiliser les gouvernements des pays en développement et développés à la meilleure façon d'utiliser l'aide financière décroissante dans chaque pays ou région, ainsi qu'aux conséquences économiques connexes. La CNUCED devrait proposer des solutions aux problèmes de gestion de la dette extérieure, étant donné leur impact sur le développement, la pauvreté et l'inégalité; elle devrait également trouver des solutions créatives pour sortir de la crise économique. D'autres intervenants ont noté que la CNUCED devrait occuper une place préminente dans le processus de réforme de l'architecture économique mondiale, afin de soutenir la cause des pays sous-développés. Dans le cadre du G-20, la CNUCED a été priée de travailler en étroite collaboration avec l'OIT et l'OCDE sur des questions ayant trait à la libéralisation du commerce et à ses effets sur l'emploi.